



# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
LIMITEE  
A/C.2/L.1481  
26 novembre 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 55 de l'ordre du jour

### CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT : RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Incidences administratives et financières du projet de résolution  
publié sous la cote A/C.2/L.1469/Rev.1

Etat présenté par le Secrétaire général conformément  
à l'article 153 du règlement intérieur

1. Le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/L.1469/Rev.1 concerne la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit se tenir à Nairobi du 3 au 28 mai 1976. Aux termes du paragraphe 3 du projet de résolution, l'Assemblée générale déciderait que les langues de la Conférence seraient celles qui sont utilisées à l'Assemblée générale et dans ses grandes commissions.
2. Le crédit demandé dans le projet de budget-programme pour l'exercice 1976-1977 1/ doit permettre d'assurer des services de conférence en anglais, en espagnol, en français et en russe. Il est indiqué que les services en chinois seront fournis par l'Office de Genève selon les besoins 2/.
3. Par sa résolution 3190 (XXVIII) du 18 décembre 1973, l'Assemblée générale a décidé d'inclure l'arabe parmi les langues officielles et langues de travail de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions. L'adoption du paragraphe 3 du projet de résolution aurait donc pour effet de faire de l'arabe la sixième langue de la Conférence.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session,  
Supplément No 6 (A/10006).

2/ Ibid., par. 11.11.

4. La quatrième session de la Conférence aura lieu à un moment où les services de conférence sont lourdement mis à contribution. La quatrième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer doit se tenir à New York du 15 au 7 mai et Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, à Vancouver du 31 mai au 11 juin. Des services de conférence en arabe ont déjà été approuvés pour la première de ces deux conférences 3/ et une proposition tendant à ce que ces services soient également assurés à la deuxième est actuellement examinée par l'Assemblée générale 4/. Ces deux conférences et la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se chevaucheront, de toute une semaine dans le cas de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Etant donné que le nombre des fonctionnaires des services de conférence arabes de l'Organisation des Nations Unies est limité et que les tâches qui leur sont déjà confiées sont très lourdes, il faudra faire largement appel à du personnel temporaire pour assurer les services envisagés dans le projet de résolution. De plus, le Secrétaire général croit comprendre que d'autres conférences, qui ne sont pas placées sous les auspices de l'ONU, doivent avoir lieu à la fin du printemps de 1976; aussi peut-on s'attendre que le personnel indépendant soit très sollicité au moment de la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Secrétaire général ne peut donc à l'heure actuelle donner l'assurance qu'il pourra obtenir les concours nécessaires.

5. A supposer que l'on puisse recruter du personnel pour assurer des services de conférence en arabe et en outre qu'il ne soit pas possible de faire établir des comptes rendus analytiques en arabe, le Secrétaire général estime que les dépenses supplémentaires à engager seraient de l'ordre de 220 000 dollars et se répartiraient comme suit :

a)	Documentation à établir avant la session (1 200 pages environ)		
i)	Travaux contractuels de traduction et de dactylographie	16 500	
ii)	Reproduction	<u>10 000</u>	26 500
b)	Documentation à établir après la session (1 200 pages environ)		
i)	Travaux contractuels de traduction et de dactylographie	16 500	
ii)	Impression du rapport définitif	<u>45 500</u>	62 000

---

3/ Résolution 3334 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1974.

4/ A/C.2/L.1436.

## c) Interprétation

i) Personnel temporaire : 16 interprètes	75 200	
ii) Frais de voyage <u>5/</u>	<u>10 300</u>	85 500

## d) Documentation à établir pendant la session

i) Personnel temporaire : 2 réviseurs, 5 traducteurs et 5 dactylographes <u>6/</u>	38 200	
ii) Frais de voyage <u>5/</u>	<u>7 800</u>	<u>46 000</u>
		<u>220 000</u>

6. En conséquence, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution et si le Secrétaire général était en mesure d'assurer les services indiqués dans le présent état, le montant estimatif des dépenses à inscrire au budget de l'ONU serait de 220 000 dollars.

-----

5/ Il s'agit du montant estimatif des frais de voyage qui seraient encourus si la session se tenait à Genève. Les dépenses supplémentaires occasionnées par la tenue de la Conférence à Nairobi seront à la charge du gouvernement du pays hôte conformément aux dispositions de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale.

6/ S'il était possible au Département des conférences du Siège de mettre des traducteurs permanents à la disposition de la Conférence, les besoins en personnel temporaire seraient moindres mais l'économie réalisée serait en partie annulée par l'augmentation des frais de voyage.